

VOTRE RÉGION

POLITIQUE Après l'élection de Jean-François Copé à la tête du parti
**Lionel Tardy imagine un courant
 de pensée au sein de l'UMP**

HAUTE-SAVOIE

Il se pose en homme qui chuchote à l'oreille de François Fillon, en opposant féroce à Jean-François Copé (« Je me mets en congé de l'équipe nationale pendant trois ans ! »). Le député de la deuxième circonscription, Lionel Tardy, attend maintenant la posture que va prendre François Fillon pour « exister au sein de la fédération UMP », allant jusqu'à imaginer « en sortir ».

La clé viendra d'une réunion prévue mardi prochain, avec tous les soutiens de François Fillon. « Nous sommes une cinquantaine de parlementaires à souhaiter qu'il res-

te complètement impliqué et qu'il se positionne très vite sur la question "Comment peut-on s'organiser en représentant 50 % des électeurs de l'UMP ?" et peser dans le parti. »

« Il va tout verrouiller »

Évoquant une élection où « il y a eu tellement d'irrégularités que cela ne vaut même pas que l'on revienne dessus » ; jugeant « que l'on n'est pas du tout sur la même ligne politique que Jean-François Copé », M. Tardy compte maintenant « faire entrer de nouveaux adhérents », avant le 30 décembre, afin de peser sur

les élections internes des fédérations départementales, prévues en mars 2013. « On a bien compris comment fonctionne le système Copé, a-t-il grincé. Il va tout verrouiller. » Aussi il dit « préparer l'étape d'après », n'excluant aucun scénario. Quitter l'UMP pour être « non inscrit » ; filer vers l'UDI ; créer une structure interne, un courant de pensée au sein de l'UMP. Tout en se préparant à faire le tour des départements pour faire le plein de militants « pro-Fillon ».

« Si Copé est notre représentant en 2016, on risque d'avoir encore la gauche un bon moment », estime-t-il.

R.-É.B.

SANTÉ Les démissionnaires ont rencontré leur direction hier

« Nous n'avons pas beaucoup avancé » disent les urgentistes

THONON-LES-BAINS

Hier matin, aux Hôpitaux du Léman, les docteurs Céline Bonnet et Mohammed Abou-Thouraya, porte-parole des médecins urgentistes qui ont donné leur démission, ont rencontré la directrice par intérim, Christine Martinelli. Une réunion qui n'a pas vraiment débouché sur ce que souhaitent les médecins. « Nous n'avons pas beaucoup avancé sur l'ensemble de nos revendications », soulignent les deux porte-parole.

En démissionnant, les 10 urgentistes (sur 12) ont entrepris une action forte dénuée de tout symbole « dans un service en crise ».

Seule concession concrète :

l'aménagement d'une nouvelle chambre de garde en plus des deux existantes. « Depuis juillet, nous sommes censés avoir un renfort, ce qui signifie que deux médecins devaient se partager la même douche ». Autre promesse orale : la direction doit offrir à l'intérieur des urgences un espace réservé aux familles à la mi-décembre. « Jusqu'à présent, nous recevions les familles dans le couloir. Et ce n'est pas facile quand on doit annoncer malheureusement une mauvaise nouvelle », explique ce médecin.

Enfin, à partir du 15 décembre, un troisième urgentiste devrait rejoindre l'équipe de nuit. « Nous sommes en sous-effectif et c'est chronique. C'est une question de sécurité pour les

patients », relève le docteur Cécile Bonnet, constatant que « chacun se renvoie la balle, et la direction et la commission médicale d'établissement ».

Ainsi, en janvier, le service des urgences affichera un effectif théorique de 55 % « et en février, on ne pourra même pas établir un planning ». La proximité des stations de ski gonfle le nombre de patients. Sans oublier la fermeture de la clinique Lamartine, dont une trentaine de patients par jour est aspirée par les urgences. Une nouvelle réunion doit se tenir ce soir entre les représentants des médecins démissionnaires et les chefs de pôles. Jointe hier par téléphone, la direction n'a pas souhaité s'exprimer.

Jean-Jacques BERCHEMIN

SPORT Une réunion en comité restreint a eu lieu lundi avec Jean-Jack Queyranne

Stade de l'ETG : rendez-vous en mars

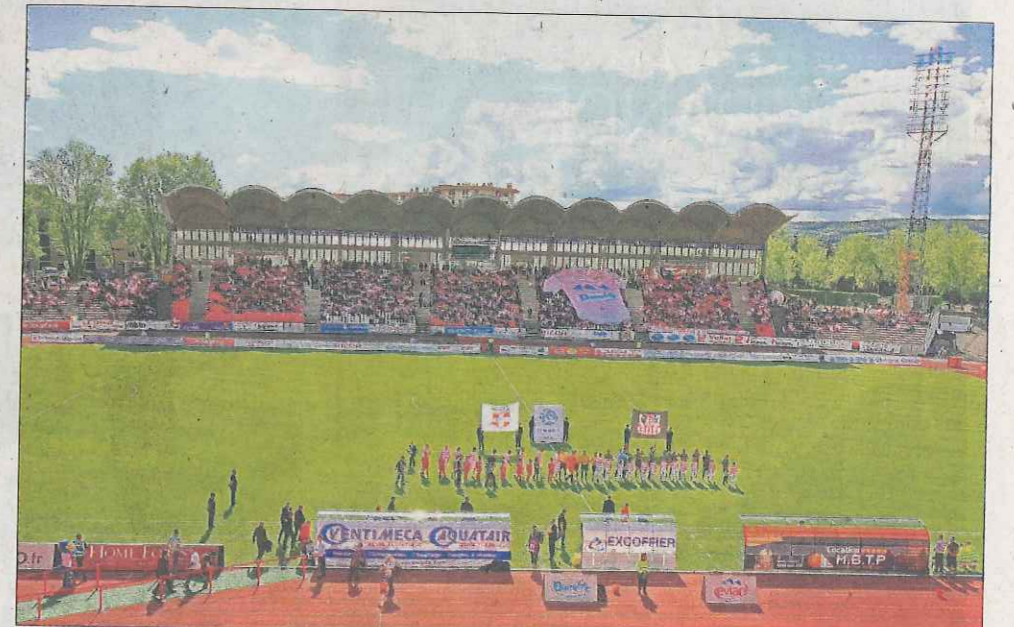
HAUTE-SAVOIE

Les jours continuent de couler harmonieusement, sous le climat de reports incessants. Dans nos colonnes, début 2012, le président du club de football Evian-Thonon-Gaillard, Patrick Trotignon, parlait d'un dossier à boucler « avant la fin de l'année ». La réunion organisée avant-hier à Lyon, au siège du conseil régional, aura dénudé son espoir. Destinée à « prendre le contact, à échanger sur le sujet », selon la Région. Reste que si « le projet a été affiné, nous a-t-on confié, rien n'a été décidé. »

Face à Jean-Jack Queyranne (président de la Région), Christian Monteil (président du Département), Martial Saddier (député) et Jean-Luc Rigaut (président de l'agglomération d'Annecy), les dirigeants et sponsors de l'ETG, Patrick Trotignon (président), Franck Riboud (PDG de Danone) et Patrick Demaël (PDG de Somfy) ont rappelé aux pouvoirs publics à quel point la construction d'une enceinte moderne était « vitale », pour la pérennité du club. Exercice d'autant plus délicat que celui-ci est actuellement en position de relégable. C'est l'ETG qui avait provoqué la rencontre.

Deux sites en lice

Lundi soir, aucune décision n'a été entérinée, ni sur le lieu d'implantation du stade, ni sur son mode de financement. « Des choses se dessinent », a dit un participant, indiquant que tous ces partenaires devaient se revoir en mars 2013.



Le club d'Evian-Thonon-Gaillard évolue actuellement au Parc des sports d'Annecy, selon une convention qui lie les deux parties jusqu'à l'année 2015. L'ETG aimerait ensuite pouvoir disposer d'une enceinte nouvelle. Photo DL/Archives Pierre BROUILLAUD

Encore un délai. Pas de quoi rassurer l'état-major de l'ETG.

Des « choses qui se dessinent » ? Primo l'emplacement. Des sites ont été définitivement écartés. De trois hypothèses, on est passé à deux. Exit Findrol. Reste Étrembières, qui fait l'objet d'un profond lobbying local, mais qui a pour désavantage de présenter un terrain non dépollué et dont toutes les parcelles n'ont pas encore été acquises par la collectivité. Ce qui signifie opération à rallonge. Et Seynod, le choix porté par le maire d'Annecy Jean-Luc Rigaut (NC), et le sénateur Pierre Hérisson (UMP). Lui vend ce produit avec son mode d'emploi. « Il faut un deuxième équipement sportif polyvalent dans le

bassin annécien, ne serait-ce que pour redonner le stade d'Annecy aux associations qui en ont bien besoin. On n'a pas fait une sortie d'autoroute à Seynod pour desservir des terres agricoles ! »

Quid du financement ?

Toutefois, et même si les dirigeants de l'ETG n'en veulent pas, la piste d'un agrandissement du Parc des sports d'Annecy n'est pas complètement écartée. Bien loin de l'enceinte moderne de 18 000 places qu'ils appellent de leurs vœux.

Deuzio le financement. Une collectivité publique devra s'en acquitter, avec les subventions éventuelles du Département, de la Région, de

l'État. Le club s'engagerait, lui, à hauteur de cinq millions d'euros.

L'annonce a fait bondir le conseiller municipal de l'opposition socialiste d'Annecy, Denis Duperruy. Sur son blog, dès hier matin, il interpellait M. Rigaut : « Alors que le maire proposait jusqu'à présent une enveloppe de 10 millions d'euros pour la construction du nouveau stade (que nous rejetons), voici qu'il ne propose maintenant rien de moins que de la payer sur des fonds publics. De qui se moque-t-on ? Assez de ces caprices. De nouveau un dossier qui dérape. De 10 millions on va passer à combien ? 50 ? 80 ? »

Réponse au printemps.

Pierre-Éric BURDIN

Il y a beaucoup de raisons
 d'aimer la Suisse